

PREFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

PREFECTURE DE LA LOIRE-ATLANTIQUE
DIRECTION DE LA COORDINATION
ET DU MANAGEMENT DE L'ACTION PUBLIQUE
Bureau des procédures d'utilité publique

Nantes, le

22 JAN. 2013

N° : 2013/ICPE/015
Sté ASTEC à Vigneux-de-
Bretagne - MED

LE PREFET DE LA REGION PAYS-DE-LA-LOIRE
PREFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le titre 1er du livre V du code de l'environnement (parties législative et réglementaire) relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, notamment les articles L. 511-1 et L. 514-1,

VU l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitements de surfaces soumises à autorisation au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées,

VU l'arrêté ministériel du 2 mai 2002 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration au titre de la rubrique 2940 (application de peintures) de la nomenclature des installations classées,

VU l'arrêté préfectoral en date du 6 février 1995 autorisant la société ASTEC à exploiter une installation de traitements de surfaces située à Vigneux-de-Bretagne (44360) rue Jean Mermoz, zone artisanale des 4 nations,

VU le rapport du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des pays de la Loire, inspecteur principal des installations classées, en date du 27 décembre 2012 constatant que la société ASTEC ne respecte pas les dispositions suivantes qui lui sont applicables :

- article 6 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 : dispositions générales,
- article 13 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 : bon état des installations,
- article 16 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 : plan des réseaux
- article 21 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 : consommation spécifique d'eau,

CONSIDERANT que les activités exercées par la société ASTEC relèvent du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2565 (traitements de surfaces) de la nomenclature des installations classées,

CONSIDERANT que la société ASTEC ne respecte pas pour l'exploitation de ses installations situées à Vigneux-de-Bretagne, certaines prescriptions qui lui sont applicables, en particulier celles des articles 6, 13, 16 et 21 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 susvisé,

CONSIDERANT que l'état des installations exploitées par la société ASTEC, constaté lors de la visite d'inspection du 31 octobre 2012, ne permet plus de garantir un fonctionnement en toute sécurité et que cette situation est susceptible de mettre en péril les intérêts visés à l'article L511 du code de l'environnement,

CONSIDERANT qu'il convient d'engager des investigations en vue de déterminer si les installations de traitements de surfaces de la société ASTEC peuvent continuer à être exploitées et, si oui, dans quelles conditions,

CONSIDERANT que l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 prescrit en son article 1^{er} que l'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles économiquement acceptables (MTD) et en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau,

CONSIDERANT qu'il convient de mettre fin à cette situation,

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de la Loire-Atlantique,

AR R E T E

Article 1er : La société ASTEC dont le siège social est situé à Vigneux de Bretagne (44360) rue Jean Mermoz, zone artisanale des 4 Nations, est mise en demeure, pour la poursuite de l'exploitation de l'unité de traitements de surfaces située à la même adresse, de respecter dès notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 (dispositions générales - rétentions).

Article 2 : La société ASTEC dont le siège social est situé à Vigneux-de-Bretagne (44360) rue Jean Mermoz, zone artisanale des 4 Nations, est mise en demeure, pour la poursuite de l'exploitation de l'unité de traitements de surfaces située à la même adresse, de respecter, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions des articles suivants :

- article 13 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 : bon état des installations,
- article 16 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 : plan des réseaux,
- article 21 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 : consommation spécifique d'eau.

Pour répondre aux dispositions de l'article 13 sur le bon état des installations (cuves de traitement, rétentions associées, éléments de soutien des cuves, sols, etc.), la société ASTEC devra faire réaliser une expertise par des personnes extérieures à son entreprise et compétentes.

Article 3 : La Société ASTEC adresse à l'inspection des installations classées, les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées aux articles 1 et 2, dès leur réalisation.

Article 4 : Faute pour la société ASTEC de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera, indépendamment des sanctions pénales encourues, fait application des sanctions administratives prévues à l'article L 514-1 du titre 1er du livre V du code de l'environnement, dont un extrait est annexé au présent arrêté.

Article 5 : Conformément aux dispositions de l'article R. 514-3-1 du titre 1er du livre V du code de l'environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de Nantes. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant et commence à courir du jour de la notification du présent arrêté. Il est d'un an pour les tiers à compter de l'affichage de l'arrêté.

Tout recours gracieux, en vertu de ces mêmes dispositions, ne peut interrompre ces délais de recours contentieux.

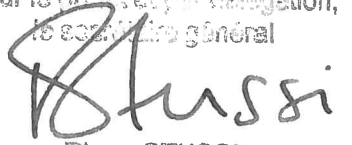
Article 6 : Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Vigneux-de-Bretagne et pourra y être consultée.

Un extrait de cet arrêté sera affiché à la mairie de Vigneux-de-Bretagne pendant une durée minimum d'un mois.

Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé, après réalisation, par les soins du maire de Vigneux-de-Bretagne et envoyé à la préfecture (direction de la coordination et du management de l'action publique- bureau des procédures d'utilité publique).

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture de la Loire-Atlantique, le maire de Vigneux-de-Bretagne et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, inspecteur principal des installations classées pour la protection de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société ASTEC par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le PREFET

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général

Pierre STUSSI

P.J. : 1 annexe.

► Partie législative

► Livre V : Prévention des pollutions, des risques et des nuisances

► Titre Ier : Installations classées pour la protection de l'environnement

► Chapitre IV : Contrôle et contentieux des installations classées

Section 1 : Contrôle et sanctions administratifs

Article L514-1

Modifié par LOI n° 2010-788 du 12 juillet 2010 - art. 211 (V)

I.-Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, et lorsqu'un inspecteur des installations classées ou un expert désigné par le ministre chargé des installations classées a constaté l'inobservation des conditions imposées à l'exploitant d'une installation classée, le préfet met en demeure ce dernier de satisfaire à ces conditions dans un délai déterminé. Si, à l'expiration du délai fixé pour l'exécution, l'exploitant n'a pas obtempéré à cette injonction, le préfet peut :

1° Obliger l'exploitant à consigner entre les mains d'un comptable public une somme répondant du montant des travaux à réaliser, laquelle sera restituée à l'exploitant au fur et à mesure de l'exécution des mesures prescrites ; il est procédé au recouvrement de cette somme comme en matière de créances étrangères à l'impôt et au domaine. Pour le recouvrement de cette somme, l'Etat bénéficie d'un privilège de même rang que celui prévu à l'article 1920 du code général des impôts ;

2° Faire procéder d'office, aux frais de l'exploitant, à l'exécution des mesures prescrites ;

3° Suspendre par arrêté, après avis de la commission départementale consultative compétente, le fonctionnement de l'installation, jusqu'à exécution des conditions imposées et prendre les dispositions provisoires nécessaires.

II.-Les sommes consignées en application des dispositions du 1° du I peuvent être utilisées pour régler les dépenses entraînées par l'exécution d'office des mesures prévues aux 2° et 3° du I.

III.-L'opposition à l'état exécutoire pris en application d'une mesure de consignation ordonnée par l'autorité administrative devant le juge administratif n'a pas de caractère suspensif.